



Election présidentielle & Elections législatives : Lettre ouverte aux électrices et électeurs

Les campagnes présidentielle et législatives s'inscrivent dans un **contexte économique, social et politique difficile en France**. De plus en plus de personnes - et notamment les femmes et les jeunes- sont touchées par des situations de chômage, de précarité voire de pauvreté. Chaque jour, les discriminations en tout genre et les inégalités sociales s'accroissent, s'accompagnant de discours sexistes, homophobes et racistes. Au niveau international, nous avons récemment assisté à la remise en cause de l'avortement en Pologne, en Espagne et même en Italie. Et aujourd'hui, les Etats-Unis ainsi que plusieurs pays d'Europe, sont dirigés par des leaders, menant des politiques de démantèlement de droits fondamentaux tels que l'accès à la santé et à une éducation égalitaire pour toutes et tous. Nous sommes à un **moment décisif, charnière, qui va orienter le projet de société que nous voulons**.

Ces campagnes ne doivent pas se passer en « dehors de nous ». Ensemble, nous devons faire entendre notre voix, pour qu'au-delà des programmes politiques, soient **prises en compte nos revendications pour une société égalitaire, juste et inclusive, qui s'appuie sur la participation de toutes et tous !**

Vous faites peut-être partie des 500 000 personnes que nous rencontrons chaque année dans les villes, campagnes, quartiers, en métropole ou en outre-mer ? Vous êtes peut-être la jeune-fille de 17 ans qui vient chercher une contraception d'urgence (pilule du lendemain), après avoir été rejetée de 3 pharmacies avant d'en obtenir une... ou encore à qui 5 médecins n'ont pas voulu poser un stérilet parce qu'elle n'avait « pas encore » eu d'enfant... ou peut-être cette femme étrangère qui a dû avancer la somme en liquide pour son IVG parce que l'Aide Médicale d'Etat lui a été refusée... ou cette femme qui ne sait pas où aller : « *Il m'a tiré les cheveux et j'ai reçu quelquefois des claques et là je suis enceinte je ne sais pas quoi faire ?* » ou ce jeune homme qui s'est vu refuser un dépistage parce que mineur ?... La liste est longue...

Aujourd'hui c'est à nous de faire entendre votre parole, avec vous.

Parce qu'il est indispensable de pouvoir choisir sa vie, de décider d'avoir un enfant ou pas, d'avoir accès à l'éducation et aux informations nécessaires pour faire ses choix, de connaître ses droits pour pouvoir les exercer, de ne pas être victime de discriminations ou d'agressions liées au sexe, à l'identité de genre ou à l'orientation sexuelle et de vivre en bonne santé, nous mettons en avant **6 points que les candidats devraient porter :**

1 La **défense des droits des femmes à disposer de leur corps : contraception et avortement sont des droits fondamentaux imprescriptibles. Chaque femme doit avoir accès à l'avortement et à la contraception dans de bonnes conditions, partout, en France.** Certes, la loi a progressé ces dernières années : suppression de la notion de détresse, avortement remboursé à 100%, accès gratuit à la contraception pour les mineures et disparition du délai de réflexion. Mais nous ne pouvons ignorer que plus de **5000 femmes** - chaque année - partent à l'étranger pour avorter car elles ne sont plus dans les délais légaux en France et qu'il existe des freins d'accès concrets à l'IVG, notamment en raison de la clause de conscience des médecins, du manque de mobilisation de professionnel.le.s de santé, des déserts médicaux et des restructurations hospitalières. Les **femmes étrangères doivent pouvoir bénéficier d'une IVG sûre et légale en France, quel que soit leur pays d'origine.** Nous assistons également à une recrudescence des Infections Sexuellement Transmissibles et du sida chez les jeunes, notamment en raison du **manque de dépistage et d'information.**

2 L'accès aux droits fondamentaux ne peut se faire sans **une éducation à la sexualité dès le plus jeune âge.** C'est une source de l'émancipation des personnes, la condition nécessaire à une véritable éducation à l'égalité entre les femmes et les hommes et un outil dans le champ de la santé sexuelle globale (connaissance de son corps et de ses droits...). C'est aussi une manière de prévenir les discriminations et les violences liées au genre ou à l'orientation sexuelle.

Cette éducation s'appuie sur une **information juste et objective sur les droits,** délivrée régulièrement, via notamment le site internet ivg.gouv.fr et le numéro vert national « Sexualités - Contraception - IVG » (0 800 08 11 11), géré par les écoutes du Planning Familial.

3 Le **soutien aux actions de prévention des violences et à la lutte contre le sexisme pour une égalité réelle, les moyens pour que les lois soient appliquées,** la formation des professionnel.le.s des points d'accueil et d'écoute (notamment dans les gendarmeries et commissariats de police), des places d'hébergement en quantité suffisantes (éviction du conjoint violent...), la prise en compte des enfants, des auteurs...

4 Un accès à la santé pour toutes et tous sans discriminations, à travers un service public de santé de proximité, doté de moyens suffisants et accessible pour répondre aux besoins de toute la population (maternités, centres de dépistages...). Il s'agira de **préserver la Sécurité sociale, basée sur la solidarité nationale**. Les droits en terme de santé doivent être garantis pour toutes et tous et particulièrement pour les femmes en transit migratoire, les primo-arrivant.e.s et les personnes transidentitaires. Nous exigeons également une **évaluation des effets de la loi « renforçant la lutte contre le système prostitutionnel »** (pénalisation du client...) **sur la santé des personnes en situation de prostitution**.

5 Un projet de société égalitaire où tout le monde a sa place avec deux axes forts : la reconnaissance de la place des jeunes, qui doivent être représentés et associés à tous les niveaux de décision, la **reconnaissance pleine et entière de l'égalité des droits de toutes les formes de familles**, sans discrimination liée au sexe et à l'identité de genre ce qui implique **l'ouverture de l'adoption à toutes et tous** et à la PMA pour toutes les femmes (hétérosexuelles, lesbiennes, en couple ou célibataires), avec son remboursement par la Sécurité Sociale.

6 Une parole forte et des actes posés de la France à l'international pour garantir les droits sexuels, droits humains fondamentaux. Cela paraît d'autant plus important dans un contexte international de remise en cause de ces droits et de supposée « crise migratoire », pour préserver le rôle que doit jouer une Europe politique et sociale en termes de solidarité et d'accueil.

Rien ne pourra se faire sans prendre en compte la parole des première.s concerné.e.s : les réalités que nous côtoyons tous les jours, témoignent d'un sentiment de plus en plus fort de découragement, d'isolement, de peur et de repli sur soi, en lien avec les inégalités qui se creusent et les discriminations vécues au quotidien par des personnes ou des groupes. Dans ce contexte, les réponses sécuritaires et répressives, notamment à travers la prolongation de l'état d'urgence, les tensions autour de la laïcité et son instrumentalisation, n'ont apporté aucune solution concrète aux difficultés de vie des personnes, mais ont - au contraire - aggravé les tensions. Il s'agit aujourd'hui de renforcer le travail de proximité que les associations - dont le Planning Familial - mènent au quotidien pour « faire ensemble ».

Nous sommes fier.e.s de porter les paroles entendues dans nos accueils individuels et nos animations collectives - et de nous engager aujourd'hui avec vous, pour faire avancer ces revendications.

C'est le sens de [notre campagne](#)
« #Libresdenoschoix »

Nos revendications Le Planning est impliqué dans un projet de société juste et égalitaire, aux côtés d'autres acteur.rice.s, et s'associe à plusieurs plateformes de revendications. Mais il sera particulièrement vigilant aux 5 points et mesures suivantes :

La défense des droits des femmes à disposer de leur corps

1. Garantir un service public de santé de proximité pour l'accès à la contraception et à l'avortement sur tous les territoires
2. Garantir l'accès à l'avortement. Appliquer le décret du 1er avril 2016 sur le remboursement à 100% de tous les actes associés à l'IVG et supprimer la double clause de conscience pour les médecins en matière d'IVG.
3. Faciliter l'accès à tous les moyens de contraception et les rembourser à 100%
4. Dépénaliser totalement l'avortement. Obtenir - dans un 1^{er} temps – en France une équité de droit avec les pays les plus progressistes : soit 24 semaines d'aménorrhée

Aucune tolérance pour les violences faites aux femmes

5. Appliquer les lois existantes et élaborer une loi-cadre contre les violences sexistes et sexuelles (mesures de prévention, de protection et d'accompagnement des victimes, de sanctions à l'encontre des agresseur.e.s, et transposition dans le droit français des mesures européennes et conventions ratifiées par la France). Mettre en place un observatoire national des violences faites aux femmes
6. Offrir le droit d'asile pour les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles

L'accès aux droits fondamentaux ne peut se faire sans l'éducation ou l'information

7. Mettre en place - dès le plus jeune âge - une éducation à la sexualité positive, objective, et adaptée à son développement. Appliquer la loi de 2001 et les moyens pour la mettre en œuvre

8. Développer des campagnes d'informations sur tous les droits en matière de sexualité et mettre en place des lieux ressource sur tous les territoires
9. Donner les moyens aux associations d'éducation populaire pour porter la parole des personnes concernées et agir avec elles

L'accès à la santé pour toutes et tous sans discriminations

10. Garantir les droits en terme de santé pour toutes et tous et particulièrement pour les femmes en transit migratoire et les primo-arrivant.e.s.
11. Garantir l'accès à la santé sexuelle (dépistage, prévention IST-sida) dans une approche globale
12. Évaluer les effets de la loi « renforçant la lutte contre le système prostitutionnel » notamment la pénalisation du client sur la santé des personnes en situation de prostitution

Un projet de société égalitaire où tout le monde a sa place

13. Ouvrir l'accès à la PMA pour toutes les femmes (hétérosexuelles, lesbiennes, en couple ou célibataires), avec son remboursement par la Sécurité Sociale
14. Lutter contre toutes les discriminations liées à l'identité de genre et à l'orientation sexuelle
15. Permettre l'accès à un changement d'état civil libre et gratuit sans conditions médicales et judiciaires et l'arrêt de toutes les mutilations sexuelles

Une parole forte et des actes posés de la France à l'international

16. Faire de l'égalité entre toutes les personnes - quels que soient leur sexe, leur identité de genre et leur orientation sexuelle - un axe fort des politiques européennes
17. Reconnaître les droits sexuels et reproductifs comme étant des droits humains fondamentaux partout dans le monde